



Pouvoir adjudicateur :

Ministère de l'Education nationale et de la jeunesse

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Objet de la consultation :

« Travaux de relocalisation du CIO de PONT AUDEMER »

Cahier des Clauses administratives particulières (C.C.A.P)

Mois M zéro (M0) : mars 2026

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 PROCÉDURE DE PASSATION	4
1.3 ALLOTISSEMENT ET TRANCHES	4
1.3.1 <i>Allotissement</i>	4
1.3.2 <i>Tranches</i>	4
1.4 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE OBLIGATOIRE	4
1.5 LIEU D'EXÉCUTION	4
1.6 LANGUE	4
ARTICLE 2 - INTERVENANTS	4
2.1 MAÎTRE DE L'OUVRAGE	4
2.2 MAÎTRE D'OEUVRE	5
2.3 CONTRÔLEUR TECHNIQUE	5
2.4 CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)	5
2.5 SOUS TRAITANT	6
2.5.1 <i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	6
2.5.2 <i>Modalités de paiement direct</i>	6
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
4.1 REPRÉSENTATION DES PARTIES	7
4.2 FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	8
4.3 DURÉE ET DÉLAIS	8
4.3.1 <i>Durée du marché</i>	8
4.3.2 <i>Délais d'exécution</i>	8
4.4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
4.4.1 <i>Accès au site</i>	9
4.4.2 <i>Constat d'état des lieux</i>	9
4.4.3 <i>Ouvrages non repérés</i>	9
4.4.4 <i>Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits</i>	9
4.4.5 <i>Appareil de mesure</i>	10
4.5 PRÉPARATION – COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
4.5.1 <i>Période de préparation – programme d'exécution des travaux</i>	10
4.5.2 <i>Exécution des travaux</i>	11
4.5.3 <i>Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails</i>	11
4.5.4 <i>Equipements, matériaux et produits</i>	11
4.5.5 <i>Echantillons</i>	11
4.6 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX	11
4.6.1 <i>Essais et contrôles des ouvrages exécutés</i>	11
4.6.2 <i>Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</i>	11
4.6.3 <i>Réception</i>	12
4.6.4 <i>Documents fournis après exécution</i>	12
4.7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	12
4.8 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES EN COURS D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 5 - REGIME FINANCIER	12
5.1 MONNAIE ET TVA	12
5.1.1 <i>Monnaie</i>	12
5.1.2 <i>Taux de TVA</i>	12
5.1.3 <i>Auto-liquidation</i>	12
5.2 FORME ET CONTENU DES PRIX	13
5.3 ACTUALISATION DES PRIX	13
5.4 MODALITÉS DE RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES	13
5.4.1 <i>Avances</i>	13
5.4.2 <i>Acomptes</i>	14

5.4.3	Projets de décompte	14
5.5	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
5.6	PAIEMENT DES CO-TRAITANTS	15
5.7	INTÉRÊTS MORATOIRES	15
ARTICLE 6 - MODIFICATION DU MARCHÉ		15
6.1	TRAVAUX MODIFICATIFS ET SUPPLEMENTAIRES	15
6.2	DEPASSEMENT DU MONTANT INITIAL DES TRAVAUX	16
ARTICLE 7 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ		16
7.1	CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	16
7.2	NOUVELLE ENTREPRISE NÉE DE LA FUSION OU DE L'ABSORPTION DU TITULAIRE	16
ARTICLE 8 - PRIMES ET PENALITES		16
8.1	PRIMES	16
8.2	PÉNALITÉS	16
8.2.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	17
8.2.2	Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	17
8.2.3	Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier	17
8.2.4	Pénalités liées à la remise des documents	17
8.2.5	Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS	17
8.2.6	Pénalités pour non levées des réserves ou des désordres pendant la GPA	17
8.2.7	Autres pénalités	17
8.2.8	Plafonnement des pénalités	17
8.2.9	Seuil d'exonération des pénalités	18
ARTICLE 9 - GARANTIES		18
9.1	RETENUE DE GARANTIE ET CAUTIONNEMENT	18
9.2	GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHÈVEMENT ET GARANTIES PARTICULIÈRES	18
9.2.1	Garantie de parfait achèvement	18
9.2.2	Garanties particulières	18
9.3	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	18
9.3.1	Responsabilité	18
9.3.2	Assurances de responsabilité civile de droit commun	18
9.3.3	Assurances de responsabilité civile décennale	18
9.3.4	Dispositions communes	19
ARTICLE 10 - RESILIATION		19
ARTICLE 11 - DIFFERENDS ET LITIGES		19
11.1	DIFFÉRENDS	19
11.2	LITIGES ET CONTENTIEUX	19
ARTICLE 12 - DÉROGATIONS DU PRÉSENT CCAP AU CCAG DE RÉFÉRENCE		19

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché de travaux relatifs à la réalisation de l'opération dénommée « Travaux de relocalisation du CIO de Pont Audemer »

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Procédure de passation

Le présent marché de travaux est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R 2123-4 du code de la commande publique.

1.3 Allotissement et tranches

1.3.1 Allotissement

Pour la présente consultation, les travaux sont divisés en 3 lots faisant l'objet de 3 marchés distincts définis comme suit :

Numéro de lot	Intitulé	Code CPV*
1	Désamiantage- Démolition-Gros Œuvre -VRD	45223220-4 Travaux de gros œuvre-VRD 45262660-travaux désamiantage
4	Menuiseries intérieures - cloisons-faux plafonds	45400000-1-Travaux de parachèvement de bâtiment
5	Electricité	45311100-0 Travaux de câblage et d'installations électriques

1.3.2 Tranches

Sans objet

1.4 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

Le lot 1 comporte une prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.

La PSE est qualifiée sous le terme de variante dans le CCTP et la DPGF du lot considéré

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la retenir ou non lors de la signature du marché.

1.5 Lieu d'exécution

CIO PONT AUDEMER – bâtiment de la DDFIP PONT AUDEMER -avenue de l'Europe 27500

Ces travaux se déroulent en site occupé.

1.6 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

Article 2 - INTERVENANTS

2.1 Maître de l'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État - Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la Rectrice de la région académique Normandie par délégation de Monsieur la Préfet de région Normandie.

Le service en charge de l'opération est le Département des affaires immobilières(DAI),
RECTORAT DE ROUEN,

2.2 Maître d'oeuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Groupement conjoint IPH INGENIERIE- CAS'ART- mandataire solidaire IPH INGENIERIE

Agence de la Vaupalière
rue Pierre Gassendi - zac les portes de l'ouest – 76150 LA VAPAUILLIERE
Siret : 321 782 781 00132

La mission de maîtrise d'œuvre confiée au titulaire n'est soumise au code de la commande publique et notamment son annexe 20 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics mais elle s'exécute dans les mêmes conditions

-PRO
- ACT
- VISA
- DET
- AOR

2.3 Contrôleur technique

La mission de contrôleur technique de la construction est assurée par :

QUALICONSLT
2 allée Bretondes 27400 HEUDEBOUVILLE
Siret : 40144985501582

Les missions demandées sont :

➤ Missions de base

- L relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables
- LE relative à la solidité des existants
- LP solidité des éléments d'équipements dissociables
- SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH

➤ Missions complémentaires

- ATT Hand relative aux attestations de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
- Hand relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- F relative au fonctionnement des installations
- CABL concerne la vérification des précâblages informatiques et téléphoniques par rapport aux spécifications contractuelles.
- SSI coordination des systèmes de sécurité
- CONSUEL relative à la vérification des installations électriques avant mise sous tension.

2.4 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Nord-Ouest Coordination
14 rue Jean Moulin
27370 La Saussaye

Les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure relèvent du régime du décret n°92-158 du 20 février 1992 (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail). L'opération fait l'objet d'un

2.5 Sous traitant

Les dispositions de l'article 3.6. du CCAG-travaux sont applicables.

2.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

- Sous-traitant de 1er rang

Les sous-traitants et les conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément de la part du rectorat.

A cet effet, le titulaire adresse au rectorat par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du Code de la commande publique

En outre, le titulaire fournit pour chacun des sous-traitants :

- la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) complétée, datée et signée ;
- la preuve de l'enregistrement du sous-traitant : l'extrait K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an ou, à défaut, l'un des documents visés aux articles D. 8222-5-2 ou D. 8222-5-1°-b du code du travail ;
- une attestation d'assurance en cours de validité.

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un avenant ou un acte spécial signé par le titulaire et par le rectorat. L'avenant ou l'acte spécial reprend tous les éléments contenus dans la déclaration et indique pour les sous-traitants bénéficiant du paiement direct :

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du CMP ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

- Sous-traitant de 2nd rang

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

- Responsabilité de l'entreprise titulaire du marché

En cas de sous-traitance, l'entreprise principale, titulaire du marché, demeure personnellement responsable vis à vis du rectorat de l'exécution de toutes les prestations résultant du marché, y compris les prestations sous-traitées. En particulier, le titulaire du marché assure la pleine et entière responsabilité des prestations sous-traitées, le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant.

2.5.2 Modalités de paiement direct

- Conditions

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le rectorat, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

- Mise en œuvre

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part au sous-traitant, et d'autre part, au rectorat.

Parallèlement, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au rectorat accompagnée des factures originales libellées au nom du titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande. Le rectorat adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Il procède ensuite au paiement des sommes dues dans les conditions fixées par le titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le rectorat informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes figurant sur la demande de paiement tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix.

Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par le rectorat fait seul foi :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et son annexe le planning prévisionnel ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé à l'article 4.3.2 du présent CCAP ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières propres à chacun des lots (C.C.T.P) (5) ;
- Les plans ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) établi par la société Nord-Ouest Coordination ;
- Le diagnostic amiante avant travaux réalisé par l'entreprise Geodem en date du 13 mai 2024 ;
- Le mémoire technique et les pièces remises dans l'offre ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des états d'acompte et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le marché étant forfaitaire.
- Les Ordres de service émis par le MOE ;
- Les avenants.

Pièces générales

- Code de la commande publique
- le C.C.A.G – travaux (Cahier des Clauses Administratives Générales) applicable aux marchés publics de travaux, dans sa version correspondant à l'arrêté du 30 mars 2021
- l'ensemble des normes et DTU en vigueur ayant trait aux prestations faisant l'objet du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame la rectrice de l'académie Normandie par délégation de Monsieur le préfet de la région Normandie

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et du maître d'oeuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

4.2 Formes des notifications et informations

La maîtrise de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception notamment via PLACE.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification jusqu'à la fin de garantie de parfait achèvement

4.3.2 Délais d'exécution

4.3.2.a Période de préparation

Conformément à l'article 28.1 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux, le marché comprend une période de préparation d'une durée de **1 mois** à compter de la notification de l'ordre de service du MOE.

Le programme d'exécution des travaux (matériels et méthodes utilisés, calendrier d'exécution des travaux, plan d'installation de chantier) est transmis par le titulaire au maître d'œuvre pour visa, au plus tard, **quinze jours** (15) avant l'expiration de la période de préparation.

4.3.2.b Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est de **2,5 mois**

Le délai d'exécution commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution

4.3.2.c Calendrier d'exécution des travaux

Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (ci-nommé planning général des travaux).

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le MOE, en concertation avec le titulaire. Il est soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard **dix jours** (10) avant l'expiration de la période de préparation.

Ce calendrier détaillé est ensuite notifié par ordre de service par le maître d'œuvre, et se substitue au calendrier prévisionnel.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans les délais susmentionnés, conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire comprend notamment : les travaux préparatoires, l'approvisionnement des fournitures, la réalisation des travaux, le repliement des installations de chantier, la remise en état des lieux, la mise en service.

4.3.2.d Modifications du calendrier d'exécution des travaux

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le MOE peut modifier le calendrier dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier d'exécution éventuellement modifié est notifié au titulaire par ordre de service.

4.3.2.e Prolongation du délai d'exécution

Compte tenu du lieu d'exécution et de la nature des travaux envisagés, en application de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, des prolongations d'exécution en cas d'intempéries pourront être accordées.

Conformément aux articles L5424-8 et 9 du code du travail, des arrêts pour intempéries peuvent intervenir sur le chantier.

Une intempérie est réputée représenter une contrainte d'exécution de travaux lorsqu'elle ne permet pas l'exécution d'au moins 75 % des tâches concernées.

Les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel au moins un des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux dûment constatée par le maître d'œuvre :

Phénomène	Intensité/limite	Durée	Organisme
Gel	Au-dessous de -2°C	Relevé à 10h	
Pluie	Au-Dessus de +20mm	Entre 7h et 18h	
Vent	Au-dessus de 60km/h	Entre 7h et 18h	
Neige	Epaisseur moyenne supérieur à 2cm	Mesurée à 8h	

4.4 Modalités d'exécution du marché

4.4.1 Accès au site

Le plan de prévention sera transmis ultérieurement.

4.4.2 Constat d'état des lieux

Pendant la période de préparation, un constat d'état des lieux des parties potentiellement impactées par les travaux est établi contradictoirement par un huissier de justice avant tout début de travaux à la charge du titulaire du lot 1.

4.4.3 Ouvrages non repérés

Si des ouvrages sont découverts après la commande ou la signature du marché, le titulaire informe par écrit le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

En cas de préjudice dûment prouvé par le titulaire, le maître d'ouvrage l'indemnise.

4.4.4 Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.4.4.a Provenance des matériaux et produits

La provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire est fixée par les CCTP.

4.4.4.b Caractéristiques – qualité – vérification – essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire doit tous les essais imposés par la réglementation en vigueur en Établissement Recevant du Public et selon les modalités décrites aux CCTP.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires à la réalisation de ces essais sont à l'entière charge du titulaire.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître de l'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Si ces essais et vérifications supplémentaires sont effectués par le titulaire, leurs rémunérations feront l'objet d'une négociation et d'une modification du présent marché au sens des articles R2194-1 et suivants du code

de la commande publique

4.4.5 Appareil de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

4.5 Préparation – coordination et exécution des travaux

4.5.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux

4.5.1.a Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître de l'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- le cas échéant, la déclaration d'ouverture de chantier ;

Par le maître d'oeuvre:

- l'élaboration du calendrier d'exécution
- les visas des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- **l'établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre des plans d'exécution**, notes de calculs, études de détail et plans d'atelier de chantier nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'oeuvre du **programme d'exécution des travaux** signé du titulaire du marché comprenant notamment le calendrier d'exécution et le cas échéant, les modalités de coordination des tâches incombant à chacun des co-traitants et/ou de leurs sous-traitants ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- le cas échéant, les documents relatifs à la localisation de réseaux mentionnées à l'article « 4.4.3 Ouvrages non repérés » du présent document ;

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'oeuvre.

4.5.1.b Organisation – Hygiène et sécurité du chantier

Le titulaire s'engage à respecter les principes généraux de prévention définis par la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

Outre ces principes, le titulaire s'engage à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs

entreprises et à lui indiquer leur objet ;

- donner suite pendant la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis, par le titulaire, au maître de l'ouvrage, il en informe également et de façon concomitante, le maître d'oeuvre ;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre du journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS
- demander à ses sous-traitants qu'ils communiquent, au coordonnateur SPS, un PPSPS, à défaut, ils ne pourront intervenir sur le chantier.

4.5.2 Exécution des travaux

4.5.2.a Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu **une fois par semaine** aux jours et heures fixées par le maître d'oeuvre.

En sus de ces réunions de chantier, des réunions spéciales avec une partie des intervenants peuvent être organisées par le maître d'oeuvre afin de :

- régler certains problèmes nécessitant des discussions ou des études prolongées ;
- mettre au point des études d'exécution et le mode de réalisation de parties d'ouvrage.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à l'une de ces réunions à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.5.2.b Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.5.3 Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails

L'élément de mission **EXE est confié au titulaire**.

Les plans, notes et études sont soumis au visa du maître d'oeuvre, en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution. Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le MOE dispose d'un délai de 15 jours pour apposer son visa.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation;
- aux ouvrages provisoires;
- aux moyens de chantier,

aux formats REVIT (RVT) ou (IFC), ou AUTOCAD (DWG) si l'entreprise ne dispose pas de logiciel 3D.

L'approbation par le maître d'oeuvre des plans, schémas, notes et calculs, ne dégage pas le titulaire de ses responsabilités.

La synthèse des plans et études interlot est effectuée par le maître d'oeuvre.

Il appartient au titulaire de provoquer, en temps utile, toute demande de renseignement technique qui s'avère nécessaire pour la bonne compréhension des travaux à exécuter.

En cas d'erreur ou d'oubli de la part d'un entrepreneur, révélé en cours d'exécution, celui-ci est responsable des erreurs induites et des modifications rendues nécessaires pour les autres lots.

4.5.4 Equipements, matériaux et produits

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à l'approbation du maître d'oeuvre avant leur mise en oeuvre.

4.5.5 Echantillons

Pour tout choix de couleur, aspect et finition, des échantillons, dans la gamme du fournisseur, peuvent être demandés par le maître d'oeuvre au titulaire et à l'entière charge de ce dernier.

4.6 Contrôles et réception des travaux

4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'oeuvre ou son représentant.

4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Ces prestations, dues par le titulaire, sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

4.6.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG travaux, la réception des travaux est expresse. L'expiration du délai de 30 jours n'emporte pas la réception tacite des travaux.

4.6.4 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux sont :

- au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- le jour des **opération préalables à la réception** les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) comprenant :
 - les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés,
 - les notices de fonctionnement
 - les prescriptions de maintenance
 - les documents spécifiques mentionnés dans le CCTP ;

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-travaux, ces documents sont présentés en **deux (2) exemplaires** papier et **un (1) exemplaire** reproductible sur supports physiques électroniques aux formats REVIT (RVT) ou (IFC), ou AUTOCAD (DWG) si l'entreprise ne dispose pas de logiciel 3D.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dans le même délai.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

4.7 Clauses environnementales

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Le titulaire transmet au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets.

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets, dont les matériaux contenant de l'amiante, sont à la charge du titulaire.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

4.8 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 ainsi que D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par voie postale à l'adresse :

Département des Affaires Immobilières (DAI)

RECTORAT DE ROUEN

25 rue de Fontenelle

76037 ROUEN Cedex

Article 5 - REGIME FINANCIER

5.1 Monnaie et TVA

5.1.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

5.1.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.1.3 Auto-liquidation

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat. Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre

assujetti à la TVA. Donc, le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant, de la nature et du montant des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation au sein de la demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement dudit sous-traitant.

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

5.2 Forme et contenu des prix

L'ensemble des prestations du présent marché fait l'objet d'un prix global, forfaitaire fixé à l'article B1 de l'acte d'engagement. Ce prix est révisable.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) jointe à l'offre n'a pas valeur contractuelle.

Sauf spécification contraire, les quantités de matériaux sont mesurées en œuvre ou en dimension de vue.

Le titulaire tient compte, dans le calcul de ses prix des pertes, déchets, foisonnements, recouvrements, fatigue ou usure de l'outillage.

5.3 Actualisation des prix

➤ Mois d'établissement des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 indiqué sur la page de garde du marché.

➤ Actualisation

Le prix ferme est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois m0 et la date de commencement d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée, par application au prix du marché d'un coefficient C d'actualisation :

$$C = \frac{I_{m-3} - I_0}{I_0}$$

I_0 = valeur de l'index de référence I prise au mois Mo (voir ci-dessous)

$m3$ = valeur de l'index de référence antérieur de 3 mois au mois contractuel de commencement d'exécution des prestations.

➤ Index de référence

Numéro de lot	Intitulé	Index retenu
1	Démolition-Gros Œuvre -VRD	BT01 TCE
4	Menuiseries intérieures - cloisons-faux plafonds	BT01 TCE
5	Electricité	BT47 Electricité

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

5.4.1 Avances

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont remplies, une avance est versée.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et 12

5.4.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée à un mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de du code de la commande publique sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

5.4.3 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Projets de décompte Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Etats d'acomptes mensuels Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux excepté son point 12.2.1 auquel il est dérogé.

Compte tenu des modalités définies à l'article 8.2 infra, , l'actualisation des prix ne s'applique pas aux pénalités. En conséquence l'alinéa c) de l'article 12.2.1 du CCAG se positionne après l'alinéa d) du même article.

Décompte final Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Décompte général Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux excepté son 12.4.1 auquel il est dérogé en ce que l'état du solde est établi dans les mêmes conditions que celles qui sont définies au sein du paragraphe "Etats d'acomptes" supra.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne peut tacitement devenir définitif.

5.5 Présentation des demandes de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de facture, ainsi que tous les éléments justificatifs, sur lesquelles doit figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- les références administratives du marché (numéro de marché et numéro d'EJ) ;
- le nom, l'adresse et le n° de SIRET du créancier ;
- le numéro du compte bancaire, identique à celui précisé sur l'acte d'engagement ;
- la désignation des prestations ;
- le montant HT et TTC de la prestation exécutée ;
- la période d'exécution de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA

Les facturations des demandes de paiement sont faites soit :

➤ Électroniquement :

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-11 du code de la commande publique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

-par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

-en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

- b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :
- déposer ses factures sur le portail ;
 - saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les données préalables de saisi sont :

Elles seront transmises à la notification du marché

5.6 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

5.7 Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 6 - MODIFICATION DU MARCHE

Pendant l'exécution du marché, la personne publique peut prescrire au titulaire des modifications relatives aux prestations ou accepter les modifications qui lui seraient proposées par le titulaire

Elles peuvent intervenir dans les hypothèses énumérées aux articles R2194-1 à R2194-9

6.1 Travaux modificatifs et supplémentaires

Tous travaux supplémentaires feront l'objet d'une fiche travaux modificatifs soumis au MOE et MOA.

Ils seront validés par Ordre de service du MOE et feront l'objet d'un avenant.

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

6.2 Dépassement du montant initial des travaux

Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision expresse de poursuivre par le représentant du pouvoir adjudicateur ou à la formalisation d'une modification contractuelle.

En l'absence d'une telle décision, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés.

Article 7 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

7.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le rectorat par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

7.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du rectorat.

Le titulaire doit en informer le rectorat dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans l'arrêté du 22 mars 2019 annexé au CMP ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 annexé au CMP relative aux marchés publics ;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées à l'article 17.1 ci-dessus ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par le rectorat fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Article 8 - PRIMES ET PENALITES

8.1 Primes

La réalisation anticipée des ouvrages ne donne pas lieu au versement d'une prime.

8.2 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

8.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux, du simple fait de la constatation, par le maître d'oeuvre, d'un retard d'exécution des travaux incombant au titulaire par rapport aux délais propres à son lot fixés au calendrier d'exécution des travaux notifié, le titulaire encourt une pénalité de **2/1000 du montant de l'ensemble du marché** par jour calendaire de retard.

Ces pénalités ne peuvent être retenues à l'encontre du titulaire dont la cause du retard est imputable au titulaire d'un autre lot.

Par retard, est entendu le non-respect d'un délai partiel prévu au planning d'exécution

Elle pourra être appliquée de manière provisoire conformément article 19.2.5.

8.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de **100 euros** par réunion.

8.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier, remise en état des lieux et nettoyage du chantier

En cas de retard constaté par le maître d'oeuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier et des zones affectées par l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **70 euros** (soixante-dix) par jour calendaire de retard.

8.2.4 Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'oeuvre dans la remise de documents, d'échantillons et constats d'évacuation des déchets de chantier en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de **50 euros** (cinquante) par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En application de l'article 19.3 et par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, en cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une **retenue provisoire de 2 000 euros** (deux mille) opérée sur le dernier décompte mensuel.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 euros** (cinquante) par jour calendaire de retard.

8.2.5 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de **100 euros** (cent) par jour calendaire de retard à compter du signalement au titulaire du non respect constaté par le coordonnateur sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux.

8.2.6 Pénalités pour non levées des réserves ou des désordres pendant la GPA

En cas de retard pour reprendre les réserves mentionnées dans la décision de réception du marché ou les désordres signalés, le titulaire encourt une pénalité de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard.

8.2.7 Autres pénalités

Pénalité(s) pour défaut de tri des déchets

En cas de défaut de tri des déchets constaté, le maître d'ouvrage pourra, en complément des articles 19, 36 et 37 du CCAG Travaux, appliquer sur le décompte une pénalité de 250 € (deux cent cinquante euros) par défaut constaté.

Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de **50 euros** (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

8.2.8 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités n'est pas plafonné par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG.

8.2.9 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est pas fixé de seuil d'exonération des pénalités.

Article 9 - GARANTIES

9.1 Retenue de garantie et cautionnement

Une retenue de **3 ou 5 % (article R2191-33)** est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-58 du code de la commande publique.

9.2 Garantie de parfait achèvement et garanties particulières

9.2.1 Garantie de parfait achèvement

Le maître d'oeuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

9.2.2 Garanties particulières

Les éléments dissociables installés dans le cadre du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans à compter de la réception des travaux.

9.3 Responsabilité et assurances

9.3.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

9.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés. En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 000 000 euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : 700 000 euros par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs.

9.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

9.3.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances, à réception du courrier ou courriel informant l'attributaire pressenti que son offre est retenue et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation **avant la notification du marché**, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 10 - RESILIATION

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées dans le code de la commande publique.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'article 7.2.6 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux, le point de départ du délai de six mois est le jour d'expiration de la période de préparation telle qu'éventuellement prolongée.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Article 11 - DIFFERENDS ET LITIGES

11.1 Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles R2197-1 à D2197-22 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est **Nantes**.

11.2 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **Rouen**.

Article 12 - Dérogations du présent CCAP au CCAG de référence

Le présent CCAP déroge au CCAG applicable aux marchés de travaux dans les articles suivants :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé	Sujets
3	4.1	Pièces contractuelles
4.5.1 a)	29.1.5	Délais impartis au MOE pour visa et le titulaire pour la transmission des documents.
4.5.3	29.1.5	Délais impartis au MOE pour visa et le titulaire pour la transmission des documents.
4.5.2.b	28.5	Registre de chantier
4.6.3	41.1.3	Réception tacite
4.6.4	40	Délai de transmission et le nombre d'exemplaires des documents après exécution
5.8.2	14.4.2 et 14.4.3	Poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant du marché
8.2.1	19.2.4	Pénalités pour retard d'exécution des travaux.

8.2.4	40	Pénalités pour retard dans la transmission des documents
8.2.5 8.2.6	48.1	Mesures coercitives, mise en demeure
8.2.8	19.2.2	Plafonnement
8.2.9	19.2.1	Exonération
9.3.4	8.1.3	Assurances
10	50.2.1	Résiliation pour ordre de service tardif